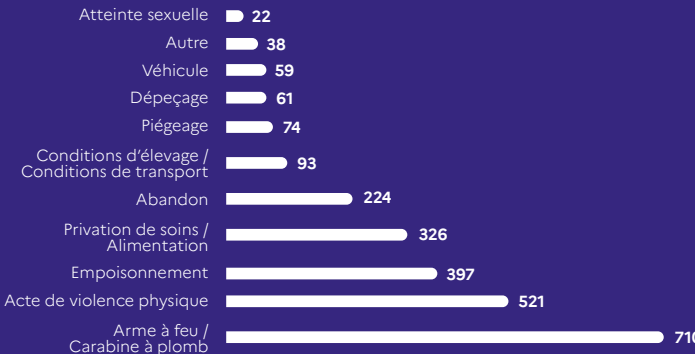


Procédure pénale

Animaux domestiques - 2023

Les actes de maltraitance animale recensés et qui font l'objet d'une procédure pénale (concerne les animaux domestiques).



Comment signaler une maltraitance animale ?



Via le site internet et l'application
masecurite.interieur.gouv.fr



Via le formulaire en ligne
www.interieur.gouv.fr/contact/signaler-maltraitance-animale

Chaque signalement est transmis immédiatement et traité par un référent « maltraitance animale » affecté au sein du service de Police ou de Gendarmerie compétent, en lien avec la Division nationale de lutte contre la maltraitance animale (DNLMA).

i
Le signalement peut être anonyme

5 types

Les différents types de maltraitance

Tous les animaux placés sous la responsabilité de l'Homme bénéficient d'une protection générale contre les comportements humains leur occasionnant des souffrances, portant atteinte à leur intégrité physique ou à leur vie. Il faut distinguer :

1. La mise à mort sans nécessité

Le fait de donner volontairement la mort, sans nécessité à un animal domestique, apprivoisé ou tenu en captivité

>> Emprisonnement : 6 mois
>> Amende : 7 500€

2. Les sévices graves ou les actes de cruauté

Les sévices graves et les actes de cruauté envers les animaux domestiques, apprivoisés ou tenus en captivité constituent un délit

>> Emprisonnement : 3 ans
>> Amende : 45 000€

CIRCONSTANCES AGGRAVANTES

Si ces sévices ou ces actes :

- entraînent la mort de l'animal
- sont commis par un agent dans l'exercice d'une mission de service public ou par le gardien/le propriétaire de l'animal ou en présence d'un mineur

>> Emprisonnement : 5 ans
>> Amende : 75 000€

ABANDON

Le fait d'abandonner un animal domestique, apprivoisé ou captif constitue un délit

>> Emprisonnement : 3 ans
>> Amende : 45 000€

DIFFUSION SUR INTERNET

La diffusion sur internet de l'enregistrement d'images relatives à des sévices graves ou des actes de cruautés sur un animal domestique, apprivoisé ou captif constitue un délit

>> Emprisonnement : 2 ans
>> Amende : 30 000€

3. Les atteintes sexuelles

Le fait d'attenter sexuellement un animal domestique, apprivoisé ou tenu en captivité constitue un délit

>> Emprisonnement : 3 ans
>> Amende : 45 000€

CIRCONSTANCES AGGRAVANTES

Si ces sévices ou ces actes :

- sont commis en réunion ou par le gardien/le propriétaire de l'animal ou en présence d'un mineur

>> Emprisonnement : 5 ans
>> Amende : 75 000€

DIFFUSION SUR INTERNET

La diffusion sur internet de l'enregistrement d'images relatives à des atteintes sexuelles sur un animal domestique, apprivoisé ou captif constitue un délit

>> Emprisonnement : 2 ans
>> Amende : 30 000€

4. Les mauvais traitements

Le fait d'exercer volontairement des mauvais traitements envers un animal domestique, apprivoisé ou tenu en captivité est puni de l'amende prévue

>> Contravention : 4^{ème} classe

CADRE PROFESSIONNEL

Dans un cadre professionnel cette infraction devient délictuelle

>> Emprisonnement : 1 an
>> Amende : 15 000€

La personne morale peut également être reconnue responsable de cette infraction. Une liste d'infractions relatives aux mauvais traitements permet de distinguer les situations :

- la privation de nourriture ou d'abreuvement
- la privation de soins
- le placement dans un habitat, un environnement ou une installation pouvant être cause de souffrance
- l'utilisation d'un mode de détention inadapté ou pouvant être cause de souffrance ou de blessure

- le maintien en plein air sans protection contre les variations climatiques
- l'absence de clôture, d'attache ou de contention permettant d'éviter un risque d'accident
- l'enregistrement volontaire d'images de mauvais traitement

DIFFUSION SUR INTERNET

La diffusion sur internet de ces images constitue un délit
>> Emprisonnement : 2 ans
>> Amende : 30 000€

5. Les blessures et morts involontaires

Toute atteinte involontaire à la vie ou à l'intégrité physique causée à un animal domestique, apprivoisé ou tenu en captivité constitue une contravention. Ces atteintes involontaires concernent la maladresse, l'imprudence, l'inattention, la négligence ou le manquement à une obligation de sécurité ou de prudence imposée par la loi ou les règlements

>> Contravention : 3^{ème} classe

PRÉCISIONS

- l'animal doit être blessé, peu importe la gravité ou les conséquences de ses blessures
- la faute doit être la cause de la mort ou des blessures de l'animal. Les dommages involontaires causés à l'animal peuvent être causés soit par la main de l'Homme soit par toute chose qu'il a sous sa garde (par exemple un véhicule ou d'autres animaux). En effet, la responsabilité pénale du propriétaire d'un

chien qui cause des blessures (ou la mort) à d'autres animaux domestiques, apprivoisés ou tenus en captivité, peut être recherchée sur le fondement de l'article R. 653-1 du code pénal. Il est présumé que le comportement de son propre animal est le fait d'une inattention, d'une négligence de sa part, d'un défaut de surveillance ou d'une divagation.

Les cas légaux d'exclusion

Les atteintes évoquées aux 1, 2 et 4 ne peuvent pas être retenues en cas de nécessité avérée.

En ce qui concerne les courses de taureaux et les combats de coqs, ces mêmes atteintes ne peuvent pas être retenues lorsqu'elles résultent d'une tradition locale ininterrompue. En revanche, la création de nouveaux gallo-dromes constitue un délit

>> Emprisonnement : 3 ans
>> Amende : 45 000€

Les cas particuliers

Jeux / attractions / spectacles

Sont strictement interdits :

- la participation d'animaux à des jeux ou à des attractions pouvant donner lieu à des mauvais traitements dans les foires, les fêtes foraines, les autres lieux ouverts au public
- tous les jeux où un animal vivant sert de cible à des projectiles vulnérants ou mortels : en tous lieux, exception faite des activités relevant de la législation

sur la chasse

- l'attribution de lots ou primes de tout animal vivant à l'exception des animaux d'élevage dans le cadre de fêtes, foires, manifestations sportives, folkloriques et locales traditionnelles, concours et manifestations à caractère agricole

L'ensemble de ces pratiques est puni d'une peine d'amende

>> Contravention : 4^{ème} classe

Sont également strictement interdits :

- les manèges à équidés
- >> Emprisonnement : 1 an
>> Amende : 15 000€

Les différents trafics

Vol d'animaux chez les particuliers, dans les parcs animaliers et/ou les associations

Prélèvements non autorisés dans le milieu naturel d'espèces protégées et CITES

Reproduction intensive, incontrôlée et dissimulée d'animaux dans des conditions inappropriées à leur espèce et leurs besoins

Falsification des puces d'identification

Détention illégale

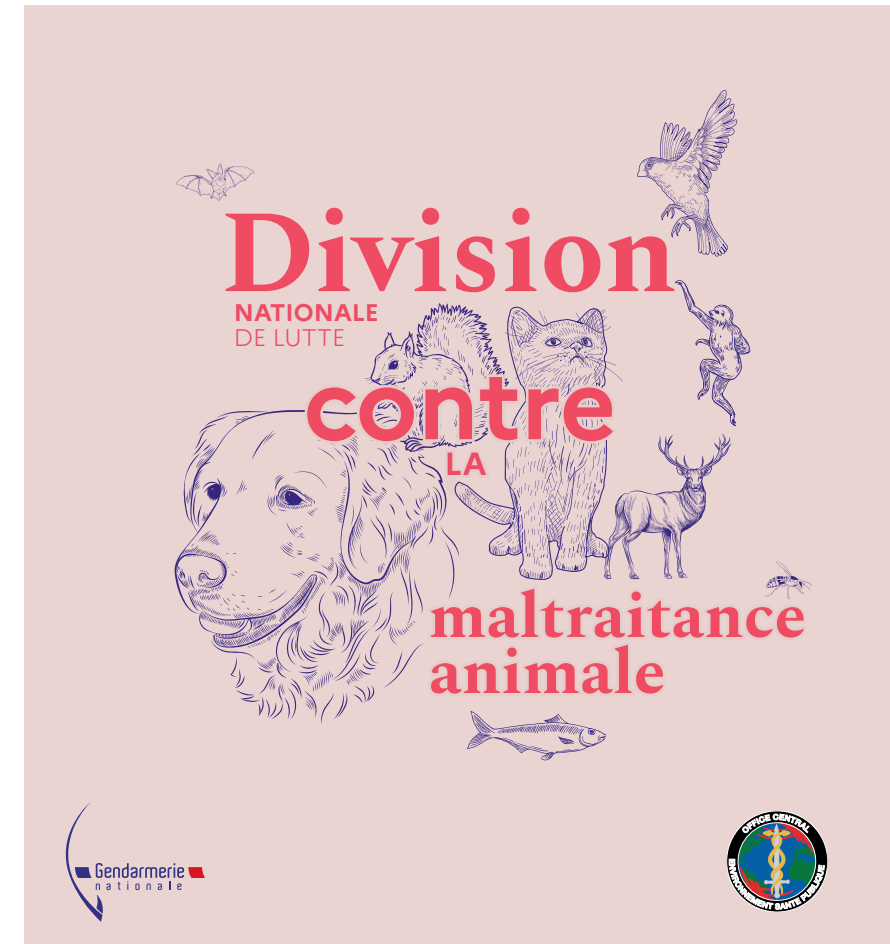
Blanchiment

Import/export illégal

Commerce illicite

Classification des animaux

- ✓ Animaux domestiques (chiens, chats, équins, etc.)
- ✓ Animaux de rente (bovins, ovins, caprins, etc.)
- ✓ Animaux de compagnie (animaux pour l'agrément de l'homme dont les nouveaux animaux de compagnie (NAC))
- ✓ Animaux utilisés à des fins scientifiques
- ✓ Animaux apprivoisés
- ✓ Animaux en captivité (sauvages retenus par l'homme)
- ✓ Animaux sauvages (ils vivent dans leur milieu naturel, y compris les insectes)



Entre 2016 et 2021, le nombre d'atteintes aux animaux domestiques a augmenté de 30 %

avec près de 12 000 faits constatés, qui vont des mauvais traitements aux sévices graves et actes de cruauté sur les animaux.

Le 28 octobre 2022, Mr Gérard DARMANIN, ministre de l'Intérieur et des Outre-mer (MIOM), annonçait par communiqué de presse la **création d'une division d'enquêteurs spécialisés** chargée de la maltraitance animale, **placée sous l'autorité de l'Office central de lutte contre les atteintes à l'environnement et à la santé publique (OCLAESP).**

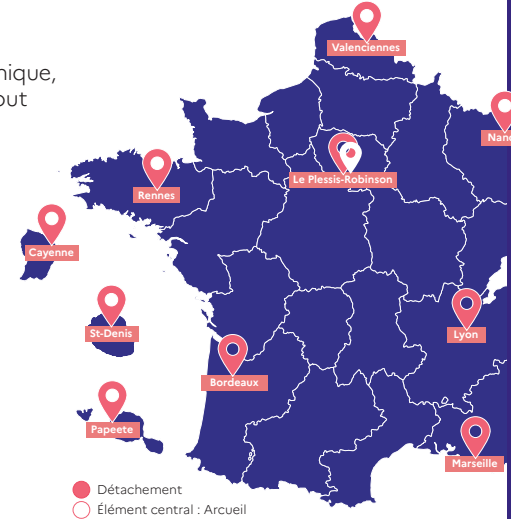
Le 27 janvier 2023, une **convention** est signée entre le MIOM, le ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire (MASA) et la Société protectrice des animaux (SPA) afin de rassembler les principaux acteurs.

La **Division nationale de lutte contre la maltraitance animale (DNLMA)** est créée depuis le 16 mars 2023 et anime 4 000 référents maltraitance animale dans les commissariats de police et brigades de gendarmerie, sur le territoire national.

La DNLMA

dispose d'une compétence organique, fonctionnelle et judiciaire sur tout le territoire national.

Elle est constituée d'enquêteurs spécialisés placés dans chaque détachement de l'OCLAESP.



L'action de la DNLMA

Son action repose sur la prévention, le renseignement, la formation, les investigations, le partenariat et la coopération internationale.

Ainsi, elle :



Prévient les actes de maltraitance en portant un effort sur des actions de sensibilisation au profit de la société civile, tout en développant des partenariats avec des acteurs publics et privés (associations)



Centralise le renseignement criminel et administratif connexe à la thématique dédiée, et l'analyse en vue de produire un état de la menace et résoudre les enquêtes



Élabore les formations spécifiques au profit des unités et services du MIOM ainsi que des partenaires dans une logique d'harmonisation



Enquête sur les faits graves et complexes



Appuie les unités, services et partenaires institutionnels



Développe la coopération internationale avec notamment pour objectif la recherche du renseignement sur les trafics

Son périmètre d'action regroupe le trafic, les sévices, la cruauté, la maltraitance animale, des animaux domestiques (de compagnie, de rente, de travail, sportifs, etc.) et animaux sauvages apprivoisés, détenus ou captifs.

Les temps forts

Les points clés

Les animaux sont aux termes de l'article 515-14 du code civil, « des êtres vivants doués de sensibilité » non dotés de la personnalité juridique.

L'article R214-17 du code rural et de la pêche maritime interdit toute entrave aux libertés fondamentales suivantes : absence de faim, de soif ou de malnutrition, de peur ou détresse, de stress physique et/ou thermique, de douleur, de lésion ou de maladie, d'expression d'un comportement normal de son espèce.

2021

La loi n° 2021-1539 du 30 novembre 2021 visant à lutter contre la maltraitance animale et conforter le lien entre les animaux et les Hommes a été publiée au Journal officiel du 1^{er} décembre 2021.

- Cette loi :
- renforce les actions contre la maltraitance des animaux domestiques
- met un terme à la captivité des espèces utilisées à des fins commerciales
- lutte contre l'abandon des animaux domestiques notamment par la création d'un certificat d'engagement et de connaissance pour les détenteurs particuliers et l'interdiction de la vente des chiens et chats en animalerie

1804

Création du code civil par Napoléon dans lequel l'animal est considéré comme un "bien meuble" (art. 528) et sur lequel le propriétaire exerce un droit de propriété.

1850

Il s'agit de la première loi de protection pénale qui punit les personnes qui exercent publiquement et abusivement des mauvais traitements envers les animaux domestiques.

1861

La Cour de cassation définit les animaux domestiques comme étant « les êtres animés qui vivent, s'élèvent, sont nourris, se reproduisent sous le toit de l'Homme et par ses soins ».

1976

La loi du 10 juillet 1976 fixe les principes fondamentaux de la protection animale : l'animal est reconnu comme un être sensible qui doit être placé dans des conditions compatibles avec les impératifs biologiques de son espèce (article L. 214-1 du code rural et de la pêche maritime).

1963

La loi du 19 novembre 1963 crée le délit d'actes de cruauté.

1999

Renforcement de la répression contre les sévices et les actes de cruauté commis envers les animaux placés sous responsabilité humaine.

2015

L'Assemblée nationale adopte définitivement l'amendement Glavany. Désormais, l'animal est reconnu comme un être vivant doué de sensibilité par le code civil.

Un premier pas vers l'évolution de la place accordée aux animaux dans notre société

Le concept d'une seule violence



Il n'y a pas d'un côté les violences faites aux humains, de l'autre les violences faites aux animaux. Il n'y a qu'une seule violence qui produit des effets sociaux analogues, que les victimes directes soient humaines ou qu'elles soient animales.

Existe-t-il un lien entre les violences intrafamiliales et la maltraitance animale ?

Les recherches menées sur cette question font unanimement ressortir une connexion entre les violences subies par des personnes vulnérables au sein des cellules familiales et celles subies par les animaux de compagnie.

En parallèle, il est à noter que les sévices perpétrés contre les animaux de la famille devant les enfants constituent, pour ces derniers, des traumatismes équivalents à ceux naissant de violences commises contre un membre humain de la famille.

Les animaux sont-ils utilisés pour exercer une pression sur les enfants ?

Les acteurs de la chaîne judiciaire ont rappelé que les animaux présents au sein de la cellule familiale étaient souvent utilisés pour exercer une pression sur les enfants ou l'épouse qui voudrait quitter le domicile.

Les enquêteurs sociaux, les membres des forces de l'ordre et les vétérinaires insistent sur le fait que lorsqu'ils interviennent sur des affaires de maltraitance animale, il est fréquent que cela permette de déceler des violences intrafamiliales.

Des formations pour sensibiliser

De multiples formations et intervenants sont aujourd'hui à l'œuvre et à disposition de l'ensemble des acteurs de la protection et la maltraitance animale.

La Gendarmerie nationale, et plus particulièrement l'OCLAESP et le

CESAN, formalise et dispense des formations en interne notamment à l'attention de ses enquêteurs environnement du niveau 1 au niveau 3.

La DNLMA fait partie intégrante d'un groupe de travail interministériel visant à uniformiser la formation des agents, forces de police des ministères de tutelle (MASA/MININT/MTEC), des magistrats et des agents de collectivités territoriales.